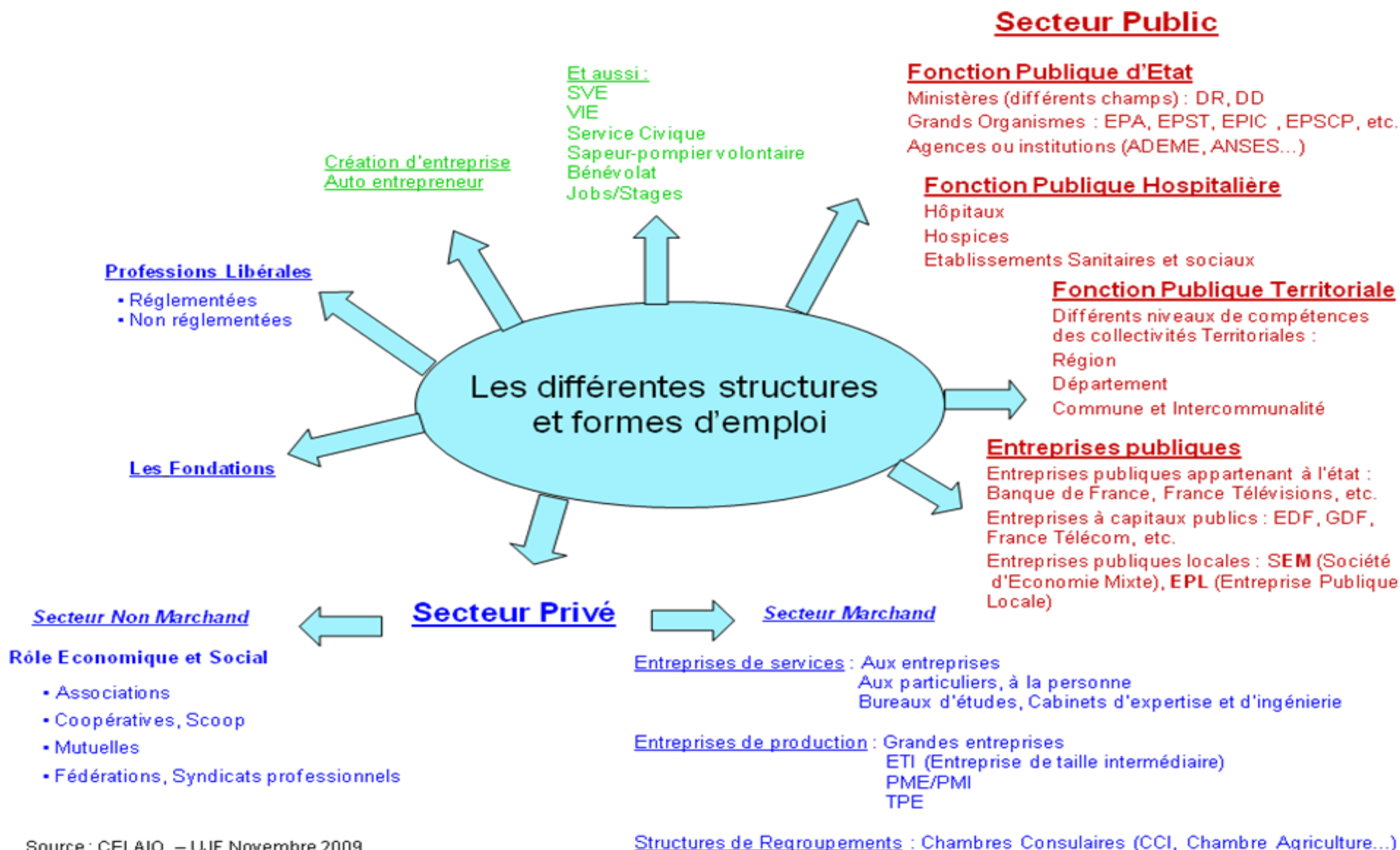


Connaissance des structures d'emploi



Source : CELAIO – UJF Novembre 2009

Sigles :

- Les organismes publics de l'Etat :

DR : Directions régionales

DD : Directions départementales

- Les différentes structures juridiques d'établissements publics :

[EPA](#) : Etablissement public à Caractère administratif

Un **établissement public à caractère administratif** (EPA) est une personne morale de droit public disposant d'une certaine autonomie administrative et financière afin de remplir une mission d'intérêt général autre qu'industrielle et commerciale sous le contrôle de l'État ou d'une collectivité territoriale.

Les personnels des EPA sont essentiellement des agents publics, ils peuvent être des fonctionnaires relevant du statut général de la fonction publique ou des agents titulaires ou non titulaires (contractuels) de droit public relevant de statuts particuliers.

Pour en savoir plus : [quelques exemples d'EPA](#)

[EPST](#) : Etablissement public à caractère scientifique et technologique

Ce sont des grands établissements de recherche comme le CNRS, l'INSERM, l'INRIA, l'INRA, etc. Les personnels qui y travaillent ont un statut relevant du droit public.

[EPIC](#) : Etablissement public à caractère industriel et commercial

Un EPIC est une personne publique ayant pour but la gestion d'une activité de service public. Il s'agit soit de créations pures, soit de nationalisations anciennes (SNCF) effectuées par souci d'efficacité et de contrôle de secteurs sensibles dont le bon fonctionnement est essentiel.

Les EPIC ont été créés pour faire face à un besoin qui pourrait être assuré par une entreprise industrielle ou commerciale, mais qui, compte tenu des circonstances, ne peut pas être correctement effectué par une entreprise privée soumise à la concurrence.

Le personnel dirigeant est, en général, nommé. Le recrutement des autres catégories du personnel dépend des règles du droit privé.

Son autonomie se traduit essentiellement par l'existence d'un budget autonome, détaché du budget général de l'Etat ou de la collectivité territoriale dont il dépend.

[EPSCP](#) : Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel

Les universités et une cinquantaine d'autres établissements (principalement des grosses écoles d'ingénieurs) ont ce statut. Ils bénéficient d'une autonomie importante par rapport à d'autres établissements publics. Les personnels qui y travaillent ont un statut relevant du droit public.

- Des exemples de fondations

[ADEME](#) : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie

[ANSES](#) : Agence Nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

- Les structures des collectivités territoriales

EPL : entreprise publique locale. Elles interviennent dans des domaines variés : l'aménagement (recomposition des contre ville, développement économique, équipements publics, etc.) ; logement (logement social, lutte contre l'insalubrité, etc.) ; déplacements (stationnement, transport public, etc.) ; tourisme (parcs à thème, évènements et sites culturels, salle de spectacle, palais des congrès, etc.) ; environnement (déchets, eau, énergie, etc.)

Les EPL peuvent être des Sociétés d'économie mixte (SEM) ou des Sociétés publiques locales (SPL). La distinction se fait au niveau de la composition du capital social et des relations contractuelles avec leurs collectivités locales actionnaires :

- dans le cas des SEM, le capital est mixte (de 50 à 85% pour le capital public et de 15 à moins de 50% pour le capital dit privé) et sur le plan des relations contractuelles, les SEM ne se voient attribuer leurs missions qu'au terme d'une mise en concurrence
- pour les SPL, les collectivités locales (au moins au nombre de 2) détiennent la totalité du capital et elles sont assimilées à des opérateurs internes aux collectivités locales et peuvent se voir confier des missions en direct. Créées en juillet 2006, elles sont venues enrichir la gamme des outils à disposition des collectivités locales françaises. Ce nouveau statut est une réponse aux collectivités souhaitant maîtriser leurs problématiques urbaines. Pour l'heure, limité à l'aménagement (Société publique locale d'aménagement - SPLA), il doit bientôt s'ouvrir à d'autres secteurs d'activités d'intérêt général, champ d'application très large ouvrant la possibilité d'une gestion de pratiquement tous les services municipaux ou intercommunaux sous ce statut.

La taille des entreprises :

Grande entreprise : C'est une entreprise qui compte au moins 5000 salariés

ETI : Entreprise de taille intermédiaire

C'est une entreprise qui occupe moins de 5000 salariés et a un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1500 M d'euros ou un total de bilan inférieur à 2000 M d'euros.

PME : Petite et moyenne entreprise

C'est une entreprise qui dispose d'un effectif inférieur à 250 personnes et parvient à un chiffre d'affaires annuel limité à 50 M d'euros ou un total de bilan inférieur ou égal à 43 M d'euros.

TPE : Très petite entreprise

On parle également de micro-entreprises. Elle occupe moins de 10 personnes et obtient un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 M d'euros.